

Bagneux, le 7 décembre 2009

Monsieur Patrick STRZODA
Préfet des Hauts de Seine
Préfecture
167-177 av. Joliot-Curie
92013 Nanterre Cedex

Monsieur le Préfet,

Nous tenions à vous faire savoir que nous ne participerons pas au « grand débat sur l'identité nationale » convoqué dans le département à la demande du Gouvernement.

Ce débat n'en est, hélas pas un. Ses termes sont corsetés, les questions posées d'avance et les conclusions d'ores et déjà tirées. C'est la raison pour laquelle nous sommes tous deux signataires de l'appel « Nous ne débattons pas » et nous réaffirmons, avec de très nombreuses autres voix issues de la société civile, que ce débat n'est ni libre, ni pluraliste ni utile.

Ce débat cherche à en masquer un autre, autrement plus urgent et nécessaire : celui qui porterait sur les orientations économiques et sociales du Président Sarkozy et de son gouvernement. Le détricotage ultralibéral de ce qui a fait la cohésion de la France conduit la France dans l'impasse de la précarité, du chômage et des bas salaires. Les Français le sentent et le gouvernement cherche à essayer de détourner leur attention le temps des élections régionales.

Ce débat est également un pas supplémentaire dans l'entreprise de division de la Nation, mis en place par le gouvernement et son Ministre de l'Immigration, de l'intégration et de l'identité nationale. Il cherche à conforter toutes les thèses de stigmatisation de l'étranger et de l'immigré de manière à en faire un bouc émissaire ou une variable d'ajustement face à la déconstruction savamment orchestrée de toutes les solidarités nationales. Cela, a contrario de ce qui fonde notre nation : le rassemblement et la création du commun.

Pour ce qui nous concerne, nous estimons que l'identité nationale ne peut être qu'une notion en évolution, qui s'enrichit des apports de l'histoire et des membres qui composent la collectivité nationale, notamment de tous les étrangers qui partagent et participent à notre projet collectif.

Ce qui donne cohésion à ces identités qui sont nécessairement plurielles, c'est l'idée d'un pacte social assurant des mécanismes de solidarité. Les Français ne s'y trompent d'ailleurs pas et placent les services publics et la République en tête des composantes de « l'identité nationale », devant la Marseillaise (sondage CSA/Le Parisien).

Telles sont les raisons qui conduisent à ne pas participer à cette « mascarade » nationale.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de notre considération distinguée.

Patrick ALEXANIAN
Conseiller général des Hauts de Seine

Marie-Hélène AMIABLE
Maire de Bagneux
Députée des Hauts de Seine